

Disponibles et formésEs

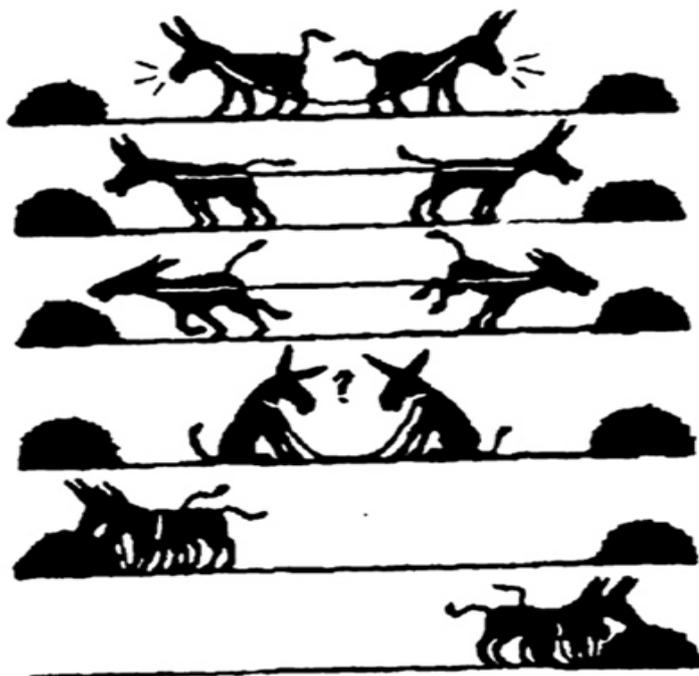
Euh... Comment dire ? Ben oui... Quels commentaires faire sur les dernières élections partielles des délégués du personnel ?

Si on ne regarde que les résultats officiels, le syndicat SUD-ARS a quasiment raflé la mise : les huit candidatEs présentés par notre syndicat ont toutes été éluEs. Ce fut limite indécent. Deux candidats sans étiquette se sont bien présentés sur le pôle CHRS et santé, mais un seul a été élu (sur un des postes de suppléant). Et un poste est toujours manquant sur le pôle urgence et territoires (carence regrettable de candidatE). De ce fait, le collègue élu est seul face à la direction, mais le syndicat SUD-ARS soutient régulièrement cet élu isolé.

De plus, des réunions de travail, entre toutes les éluEs (quelle que soit l'instance où ils siègent) ont déjà été mises en place, afin de coordonner leur travail et d'améliorer encore leur efficacité. Et comme nous l'avions imaginé, une formation de représentantE du personnel va être proposée à toutes les éluEs SUD-ARS, au printemps 2011.

Mais l'énorme surprise, qu'il nous est difficile de ne pas commenter, est l'incroyable absence totale de nos collègues de la CGT-ARS sur les listes de candidatEs. "Officiellement" (même s'il n'y a eu

NombreuSEs et uniEs, nous serons plus fortEs !



DANS LA CHAUSSURE

n°20 – janvier 2011

a u c u n e

communication de leur part sur ce sujet), c'est pour mieux se concentrer sur l'actualité du comité d'entreprise que la CGT aurait fait ce choix. Mais c'est très étrange. Comment être absente des instances les plus proches des salariéEs en pleine période de tourmente (risques de fermeture de service, restrictions budgétaires, projet de suppressions de postes, etc.) ? Ce fut déjà le cas lors de la désignation des membres du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Pour nous, c'est vraiment un mystère...

En tout cas, SUD-ARS, ses éluEs et ses responsables assumeront leurs mandats et leurs engagements et feront fonctionner, certes quasiment seuls, l'ensemble de ces instances. En route donc !

Woinic

Les éluEs SUD-ARS

Délégués du personnel :

Pôle urgence et territoires : *titulaire* = Yves ARNOUX (Service logements à Lunéville).

Pôle logements et insertion (ex-Austrasie) : *titulaires* = Cyril VUILLAUME (Service demandeurs d'asile) et Fabrice ATTENOT (Maison-relais Chaligny), *suppléantEs* = Céline CLAUDIN (Maison-relais Chaligny) et Philippe ADAMKIEWICZ (service technique).

Pôle CHRS et santé : *titulaires* = Emilie MALGLAIVE (Lits halte soins santé) et Leslie MOULIN (ARS Camille Mathis), *suppléante* = Paola FAYE (Lits halte soins santé).

Comité d'entreprise :

Titulaire = Jean-Luc CHAPELIER (équipe rue), *suppléante* = Corine GYARMATY (équipe rue). Notez la démission de l'ARS d'Isabelle KNEPPER et donc la fin de son mandat d'élue au CE. Bon vent !

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail :

Philippe BLOUET

Zoom

Les maisons-relais ont pour vocation d'accueillir des personnes en grandes difficultés d'insertion sociale, ne pouvant pas, pour des raisons sociales ou psychologiques, accéder à un logement ordinaire. Ce sont des logements durables, donc sans aucune limitation de durée. C'est un régime de semi-collectivité (espaces communs pour l'animation).

L'ARS dispose de deux pensions de famille ouvertes depuis fin 2008 : une située rue Marie Leszczynska (à la limite Nancy-Jarville) et une autre rue de Chaligny (devant le Centre d'hébergement ARS Camille Mathis). Les résidents proviennent de CHRS, d'appartements thérapeutiques du CPN, d'appartements autonomes, etc. Chaque maison-relais est gérée par trois animateurs qui ont pour mission : l'animation de la vie quotidienne et des repas communs, l'écoute des résidents, les contacts avec les partenaires extérieurs, etc. Cela constitue une bonne solution car elles permettent d'être à la frontière d'un logement autonome et d'une structure collective. La vie commune s'organise en fonction de toutes les individualités réunies dans la pension de famille, tant par les travailleurs sociaux que par les résidents. En attendant l'ouverture d'une troisième sur Nancy. A suivre donc...

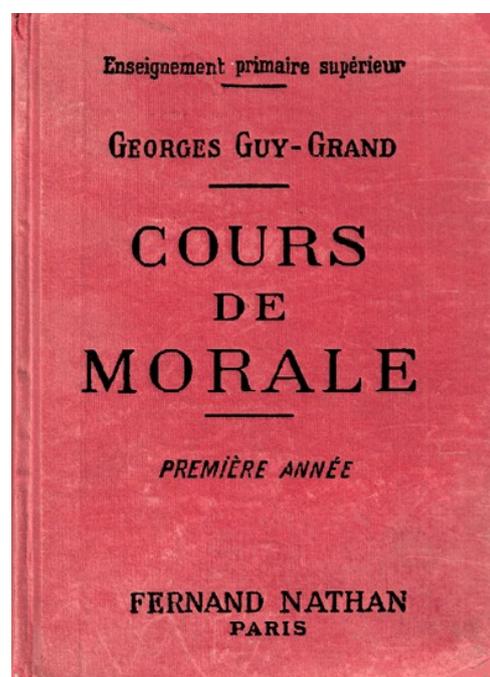
Enfin, allez faire un tour sur le blog d'une de ces maisons-relais et faites-le connaître : <http://bienvenueatous.over-blog.com>

Le chevalier qui n'existe pas

Vous en avez peut être entendu parler, un nouveau syndicat est né à l'ARS, mais l'accouchement a eu lieu en secret. Il s'agit donc d'un syndicat de cadres mais non officiel (anarchie vaincra, bon dieu !). Ce syndicat des chefs qui n'existe pas et son délégué syndical (nous l'appellerons le chevalier qui n'existe pas) ont publié, en secret aussi (ou presque !), une missive censée pourfendre une publication de notre syndicat (voir les panneaux d'affichage).

Nous remercions là le chevalier qui n'existe pas et ses copains pour tout le mal qu'ils se sont donnés à nous faire une telle publicité (un grand nombre de salariés ont en effet relu nos archives pour trouver l'objet du scandale...). Cette réaction prouve que nous avons touché au moins le chevalier qui n'existe pas, non pas au plus profond de lui-même (ce qui serait effectivement pour le moins incorrect), mais juste là où c'est le plus blessant plus lui, c'est-à-dire superficiellement (par exemple sur son utilisation abusive, selon nous, des sanctions, de l'autorité et du lien de subordination vis-à-vis des salariéEs). Or, pour lui, cela semble suffisamment déstabilisant pour vouloir nous faire la morale, comme le maître à son toutou.

Et si le chevalier qui n'existe pas perdait son armure, que resterait-il alors ? Du vide ?



Réveillez-vous !

Plus globalement, cette réponse des cadres est assez révélatrice du rôle actuel des cadres intermédiaires dans l'ARS. Alors que l'association était en plein marasme économique (les premiers signaux d'alerte dataient tout de même de juin dernier), les cadres n'avaient pris aucune position publique. Pas d'analyse de fond de la situation, pas de réflexion globale sur les défaillances de l'État, pas de prise de recul sur ces nouvelles difficultés financières (une redite de 2009), etc. Rien. Par contre, ils ont su rapidement s'organiser quand l'ego du chevalier qui n'existe pas fut égratigné... L'esprit de corps et de classe avait ressurgit, comme un réflexe de survie ! Mais où étaient-ils alors pendant les six mois précédents ? PlanquéEs dans leur bureau, sans piper mot et surtout chacunE pour sa pomme !

Pas étonnant non plus, car la direction les tient par le bout du nez depuis des années (leur pseudo-carrière, leurs avantages, leur petit pouvoir). Fermez vos gueules si vous voulez un jour être cadres, ne vous syndiquez surtout pas¹, sinon on ne peut pas avoir confiance en vous et respectez la voix de votre maître. Alors, tant que les cadres intermédiaires resteront muetTEs et coïncéEs entre le marteau de la direction et l'enclume des syndicats, ils continueront à servir de tampon. Poum ! Poum ! Poum ! Et disparaîtront à un moment ou à un autre, peut-être certes seulement symboliquement. Mais faut choisir... Alors réveillez-vous !

Gilles de Binche

¹ Il y a dix ans, à l'ARS, il y avait deux syndicats de cadres (CFDT et CFE-CGC) et un syndicat d'employéEs qui les acceptaient tout de même (l'ex-CGT).

Sondage

Vers la fin des mobilisations contre la réforme des retraites, Canal +, en compagnie de l'institut BVA, a réalisé un sondage (les 3 et 4 novembre) pour savoir quelle image les Français allaient garder de ces moments d'agitation et surtout des animateurs de ces journées de manifestations, c'est-à-dire les syndicats (et forcément, les deux plus grosses centrales que sont la CFDT et la CGT). Et bien, c'est franchement navrant mais c'est comme cela, la majorité des sondés (48%) ont répondu qu'ils garderaient une « *image dégradée* » des syndicats. 47% en garderont une « *image améliorée* » et 5% n'avaient pas d'avis.

Mensonge !

« *Le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer* », Nicolas Sarkozy, candidat à la présidentielle, le 6 avril 2007, lors de la rencontre Femmes et égalité des chances.

Pourtant, dès le début de ces mobilisations, SUD et Solidaires avaient dénoncé les fables racontées par la CFDT et la CGT, lorsqu'elles expliquaient qu'il suffisait d'être nombreux et régulièrement dans la rue pour faire plier ce gouvernement. Ces deux centrales n'ont fait que gérer la contestation sociale et ont surtout fait taire les velléités de certainEs lorsqu'ils appelaient à la grève générale et reconductible. Ils nous ont baladés pendant des semaines et des semaines. C'est honteux !

Le Duc d'Arnay

Nécrologie

Le SAS¹ est mort... Paix à son âme. C'est officiel, après quelques années de vie, nous avons appris l'extinction de feu SAS. Sa disparition a été longue et douloureuse. Administrativement, il n'existe plus depuis le mois de mai 2010. L'ex-directrice du pôle Austrasie l'avait fait disparaître informatiquement. A l'époque déjà, ce n'était pas clair puisque quelques semaines plus tard, un poste de chef de service était créé pour encadrer deux travailleurs sociaux (TS), puis trois avec une arrivée en juillet. Trois TS pour prendre en charge plus d'une centaine de personnes issues de la demande d'asile politique (réfugiés, régularisés et déboutés) et les accompagner dans les plus brefs délais vers la sortie. Malgré un travail mené tambour battant et un nombre important de sorties du dispositif, il semble que cette entité, au sein du SADA², n'ait pas donné entière satisfaction. Conséquence : on ferme ! Et de quelle manière...

Informés entre deux portes...

Après de nombreuses sollicitations de l'équipe du SAS et du SADA/CADA qui naviguait à vue, sans trouver un réel sens à leur travail : le SAS travaillait en collégialité sous l'autorité d'un cadre, ceux du SADA/CADA en prises en charge individualisées sous l'autorité d'un autre cadre, avec des réunions d'équipe encore estampillées SAS, dont la fin nous avait été annoncée depuis déjà quelques semaines. Et la prise en charge de familles du SAO (ex-

PAU) issues de la demande d'asile par des TS du SADA/CADA dont la mission première était, contrairement à ceux du SAS, l'accompagnement des demandeurs d'asile politique. Je sais, il y a de quoi en perdre son latin... L'équipe des réfugiés l'a perdu depuis un certain temps et ne sait plus à quel Saint se vouer). A ces sollicitations, aucune réponse de nos cadres, aucun temps de réflexion avec les équipes... Non, l'urgence n'était pas la réorganisation du service mais l'évaluation interne. Et oui, la commande, celle où l'on nous parle de la qualité de prise en charge de l'usager, de l'harmonisation du travail et implicitement de rentabilité (mais cela, on nous le dit pas ou on nous jure que nous nous trompons). Jusqu'à ce lundi 17 janvier dernier, où les travailleurs sociaux du SAS apprennent entre deux portes qu'ils passent en prises en charge individualisées (le cadre avait bien entendu partagé le "paquet" en trois) et qu'ils reprennent des familles demandeuses d'asile sur le SAO. Quid d'un temps de réflexion en équipe élargie ? Quid d'un temps d'information ? Quid de la qualité de prise en charge des familles ? Quid du sens de cette démarche ? (à croire que ces principes sont tout juste bons dans le cadre de l'évaluation interne).

... et familles non-prévenues

A ce jour, beaucoup de questions sont restées sans réponses argumentées. L'équipe du SAS est la seule dépositaire de ce changement de cap, les travailleurs sociaux du SADA/CADA n'en ont pas été informés, si ce n'est par leurs collègues de l'ex-SAS, qui participaient toujours à des réunions en équipe restreinte avec leur cadre. Rien n'avait été mis en place pour que les collègues du SAS aient les certifications du DNA³ pour la gestion des familles en CADA et, accessoirement, aucune des familles concernées par cette réorganisation n'a reçu ne serait-ce qu'un courrier pour les informer des conséquences de ce repositionnement de service.

Mais pas d'inquiétude, les cadres ont assuré que l'équipe ferait partie prenante de la réflexion de la prochaine réorganisation de service qui devrait avoir lieu d'ici le 1^{er} mai, date d'échéance des mesures conservatoires touchant, je vous le rappelle, deux travailleurs sociaux et le cadre de feu SAS.

Astroboy

¹ SAS = Service d'accompagnement vers la sortie

² SADA = Service d'accueil d'urgence des demandeurs d'asile

³ DNA = Dispositif national d'accueil



Nouveauté !

L'actualité du syndicat SUD-ARS se poursuit désormais sur votre SUDphone, grâce à votre connexion 3G.

Pour cela, téléchargez gratuitement le lecteur de tag sur l'application de votre SUDphone. Démarrez-le, la caméra s'ouvre et approchez lentement le téléphone vers ce tag (celui-ci doit être au milieu de l'écran). Vous pouvez maintenant suivre, heure après heure, l'actualité de votre syndicat préféré : les news, les rendez-vous, les publications, les communiqués de presse, etc. Pour ceux qui n'y arriveraient pas, il reste bien sûr notre site Internet <http://sud.ars.free.fr>

De la schizophrénie ... au fichage

Rappelez-vous en 2006, déjà sur l'équipe CADA/SADA, l'un des salariés s'était vu affubler du doux nom de "collabo" parce qu'il avait, à la demande d'un cadre, établi une liste des familles "Dublin", dont la destination finale était la sacro-sainte préfecture de Nancy. Cette situation avait créé un certain malaise auprès des travailleurs sociaux de l'époque. Certains ont quitté le service, mais d'autres y sont encore et n'ont pas oublié l'ambiance qui régnait alors au sein du service.

2010, on prend presque les mêmes et on recommence. Sauf que cela ne concerne plus les familles dites "Dublin", mais les familles déboutées de leur demande d'asile et que l'équipe CADA/SADA n'est plus seule dans cette galère. Les collègues du SAO (ex-PAU) ont été amenés également à participer à cette opération d'envergure, à savoir, remplir des fiches à l'intention de la préfecture à la demande des administrateurs de l'ARS. Là où le bât blesse réside dans la mise en place de cette démarche et à sa finalité. Au SAO, elle s'est faite par l'intermédiaire d'un travailleur social qui a relayé ces fiches aux collègues.

Diviser pour mieux régner

Sur le CADA/SADA, les cadres l'ont évoquée en réunion, en précisant qu'il se chargerait de nous faire une proposition de fiche. Certains travailleurs sociaux s'y sont opposés, d'autres ont émis un certain nombre de réserves sur la pertinence et la motivation d'une telle procédure. Cependant, l'adage du "diviser pour mieux régner" a enterré les prémices d'une opposition des salariéEs, puisque ces fiches ont finalement été remplies et qu'elles ont été transmises à une administratrice (VRD pour les intimes).

Mais dans quel but et à qui profitent ces fiches ? Aux administrateurs dont la position schizophrénique n'est plus à démontrer ? Aux cadres toujours pris entre le marteau et l'enclume (voir page 2) ? Au camarade Préfet qui doit faire du chiffre ?

Aux travailleurs sociaux dont l'éthique est mise à mal ? Ou enfin aux familles sans-papiers, en proie aux doutes et aux angoisses de reconduites possibles ?

Juste pour sauver la face...

La question est posée mais il est difficile de croire que nos administrateurs UMP se posent en Robin des bois, défenseurs des intérêts de familles en situation illégale sur le territoire français qui "embolisent" un dispositif où les crédits alloués par un gouvernement UMP, là encore, baissent comme peau de chagrin (cherchez l'erreur !). A croire que ces familles ne

SPÉCIALE DÉDICACE !

sont qu'un a l i b i . L'essentiel, semble-t-il, étant de sauver la face et ne surtout pas perdre la vitrine qu'est l'ARS pour



un certain nombre de politiques siégeant au sein des instances de l'association.

Car au final, à la lecture de la fiche élaborée, il semble que cette dernière soit le fruit de celle utilisée par la préfecture. Quand la question est évoquée en réunion d'équipe ou en comité d'entreprise, on sent planer comme un léger malaise et les réponses restent plus qu'évasives. A ce jour, les fiches ont été remises à la préfecture par l'intermédiaire d'unE représentantE du comité exécutif.

Préfecture qui semble répondre aux abonnés absents puisqu'elle n'a toujours pas pris de position concernant les familles sans-papiers. Tout comme le comité exécutif et VRD. Alors, alibi ou pas ? A vous de trancher... Et n'oubliez pas : "*Bosser mieux avec moins de pognon !*"

Adel Blansec

Lecture

Pas besoin d'être unE jeune peigne-cul pour beugler contre l'actuelle politique menée contre les intérêts du peuple par les bourgeoisEs au pouvoir. Pas besoin d'être unE anarchiste grec pour ne plus supporter les dérives droitières d'une partie des ministrEs de ce gouvernement. Ou pas besoin d'être TunisienNEs ou EgyptienNEs pour rêver de renverser les élites en place. Il suffit d'être un ancien résistant, co-rédacteur de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et ambassadeur de France pour appeler à une « *insurrection pacifique* ».

Même sans être en accord avec l'ensemble de l'écrit, les trente pages du dernier livre de Stéphane Hessel ("*Indignez-vous !*", 3 euros, aux éditions Indigène) font du bien : banques, Palestine, consommation de masse, pauvreté, luttes d'indépendance, etc. Et surtout IN-DI-GNA-TION ! Un petit livre à mettre entre toutes les mains, celles des vieux cons et de la jeunesse, celles des militantEs et celles des unEs et des autres qui regardent tranquillement passer le monde.

